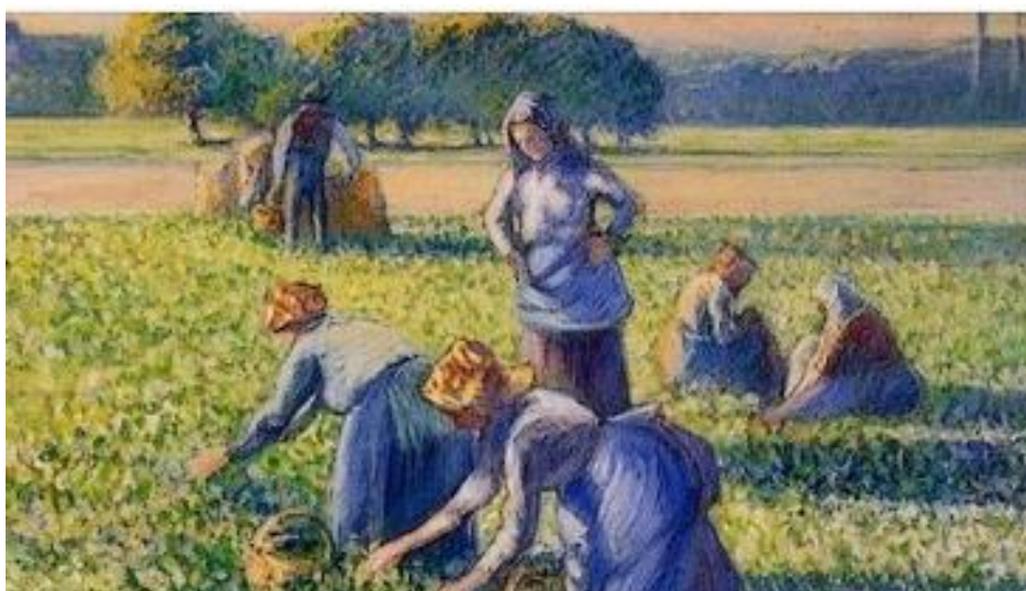


*



Ceci est-il un pré... care ?

Volume 1

Juillet 2022

*
: *Sans droit ni titre*

temps de lecture : 2 à 3 semaines
temps de discussion : 3 à 5 heures
temps de production : 5 à 6 tablettes de chocolat

Cette brochure est le résultat de discussions à une douzaine,
durant deux après-midi d'été.
Les échanges ont été enregistrés.
Ce qui explique sa forme.
Il y a donc plusieurs voix, qui peuvent se rejoindre,
mais qui assument aussi de ne pas être toujours en accord.

La transcription a essayé de rester fidèle au style oral.
Quelques précisions contextuelles ont parfois été ajoutées.
Les échanges ont été regroupés dans la forme écrite,
alors qu'ils étaient plus multidirectionnels à l'oral.

Plusieurs approches

Le précaire serait un monstre à plusieurs têtes à abattre.

On ne sait pas par où commencer.

C'est multiforme.

Ce qui est intéressant, face au précaire,
c'est de lui couper ses différentes têtes.

C'est un truc qui nous tient en laisse,

Une sorte d'épouvantail qu'on agite, le précaire.

Tu peux tomber encore plus bas.

si tu ne fais pas plus de boulot, si tu n'acceptes pas ce boulot sous payé,

si tu ne remplis pas ton truc Pôle emploi en temps et en heure,

si tu ne fais pas tel stage, si tu ne vas pas à tes rendez-vous.

Ne faire que des châteaux de cartes.

C'est toujours fragile, c'est toujours éphémère.

Cela demande des trésors d'imagination.

Tu ne sais pas.

Tu sautes et tu sais que tu n'as pas de filet dessous.

Tu t'emplafonnes au moindre petit pépin.



L'horizon temporel

Des sociologues ont pointé cette caractéristique en ce qui concerne la représentation que les personnes les plus exploitées ont de leur environnement, c'est justement l'incapacité à avoir une anticipation, plus que la soirée, le lendemain.

J'essaie d'imaginer ce que d'autres peuvent répondre.

Il y a des personnes qui planifient des carrières professionnelles, des études ou des investissements dans des entreprises (avec retours sur investissement), cela peut prendre des mois, ou des années.

Cela laisse supposer qu'ils ont une prise sur leur futur qui est bien plus importante que ceux qui bricolent au jour le jour.

Il me semble qu'on a une « anticipation » (peut-être ce n'est pas le mot adapté), sans que cela soit conscient.

Par exemple, je sais qu'en gros, j'ai une semaine de réserve alimentaire, pour d'autres c'est un ou deux jours, ou le rythme des courses. Pour aussi des démarches administratives, des réparations de voitures, etc.

En gros, on a des fonctionnements subconscients dans la tête qui nous situent temporellement.

Ne pas pouvoir se projeter, être toujours dans le cours terme.

Tout est conditionné au pet qui va arriver.

Je ne peux pas les anticiper, mais quand ils arrivent, évidemment ça bouscule tout.

C'est pareil pour tout le monde.

Quand tout va bien, tu profites du moment présent, tu deviens un grand philosophe.

Je rejoins certains, certaines d'entre vous : jusqu'ici tout va bien.

C'est juste : qu'est-ce qui va tomber ? Quand ? Et quoi ?

Santé ? Voiture ?

Si encore c'est bien réparti dans le temps, ça va, tu as encore le nez au-dessus de la ligne de flottaison. Mais quand ça s'accumule, il y a un moment de rupture, et là c'est...
Je ne peux pas répondre à cette question de temps, je n'y arrive pas.

Pour ma part, je peux estimer à deux à trois semaines, ce qu'on a dans le frigo, le congélateur et les placards en stock de nourriture. On va faire les courses une fois la semaine.

L'échelle de temps ?

Concrètement, le 14 septembre : le prochain rendez-vous avec l'administration où on va se faire manger.

Ça fait deux mois, c'est cool...

Ça dépend des périodes de la vie.

Je me projette pour l'été parce que j'ai un taf pour l'été.

Si cela se passe bien, je prolonge. Si cela ne se passe pas bien, ils ne me prolongent pas.

Pour le logement, je suis en camion, je suis accueilli, je me projette là aussi pour l'été, et après ce sera autre chose.

Pour le logement deux mois, pour la bouffe la semaine, et quand j'aurai mon salaire, on verra : un mois ?



Moi, je ne sais pas.

Le 2 du mois, j'étais à découvert, mes indemnités journalières n'ont pas suffi à renflouer mon découvert.

Officiellement, je passe sur un calcul Pôle emploi. Le temps que cela se mette en place, je ne sais pas quand, je ne sais pas combien.

J'en suis là.

J'ai de la bouffe pour un mois, au congélateur. Quand j'ai un peu de thune, j'essaie de remplir le congélateur.

Je suis en arrêt maladie. C'est renouvelé de mois en mois.

J'ai des contrôles de la Prévoyance de mon employeur, de la Sécu.

C'est des pressions.

La suite, cela va être Pôle emploi avec une baisse de revenus assez importante, avec une maison à payer.

J'ai une procédure très longue aux prud'hommes. Tous les mois, je ne sais pas comment cela va se dérouler. Jusqu'à ce qu'un couperet tombe.

On a choisi d'avoir un logement précaire, mobile.

La précarité, c'est le fait qu'on dépend de la bonne volonté des autres.

Les gens qui nous accueillent souvent nous disent : restez le temps que vous voulez, et ils précisent : « deux jours, trois, même une semaine, si vous voulez ».

Notre horizon temporel dépend alors de la personne qui nous héberge : une semaine, mais parfois une seule nuit.

Et là on fait une pause chez quelqu'un qui est d'accord pour nous accepter.

Mais on est chez lui, on le sait.

On se dit peut-être qu'on sera là encore l'hiver, malgré la loi ALLUR qui régit les habitats précaires (pas plus de trois mois dans une même commune).

C'est notre précarité.

La réserve

Dans les textes d'extrême gauche, on parle des « sans réserves », c'est-à-dire ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre.

Ils n'ont pas la capacité d'avoir cette marge financière, avec les différentes formes de capital qu'il peut y avoir, qui donne cette forme d'amortisseur, d'assurance.

Comment évaluer la situation vis-à-vis de la possibilité de constituer une forme d'amortisseur financier ?

L'économie familiale est conditionnée par les plans que l'on peut faire, on regarde les promos.

Avec l'augmentation des carburants, des pièces auto qui sont chères : comme on est en milieu rural, il faut que la panne cesse rapidement, sinon on est bloqués.

Ou alors, on se précarise encore plus, on est obligés de dépendre des autres qui veulent bien nous prêter leur voiture ou nous accompagner si on a une démarche.

On a des enfants, et il faut compter avec cette mobilité pour leurs loisirs, les déplacements pendant les vacances.



Je ne me sens pas très à l'aise avec le précarariat, étant donné que j'ai une activité salariée.

Enfin si, au 15 du mois, cela commence à devenir un peu raide avec les factures.

J'ai une maison, deux enfants.

Le 15 du mois, je commence à compter.

Ce qui m'embête le plus, c'est pour l'essence. Mais bon...

Le reste de l'épargne que j'avais m'a servi à acheter un mobil home, pour ne plus avoir à payer un crédit immobilier pour ma maison dont je me sépare.

De ne plus être obligée de travailler comme une tarée pour ne gagner même pas mille balles.

J'ai tellement l'habitude de ne pas avoir de thune que cela ne me fait plus peur.

Pour la cantine ou la garderie des gosses, cela fait deux ans que je ne paie pas. Je suis allée voir la mairie pour leur dire que je ne paierai pas parce que je ne pouvais pas.

Il y a des trucs où je pose « non, ce n'est pas possible ».

J'ai la chance d'avoir mon lieu, rien à payer pour.

Sur une idée de décroissance et d'effondrement, on s'était réunis et on s'était demandé « que faire concrètement ? »: on a opté pour un petit truc de troc. Choix de ne pas l'inscrire au journal officiel avec aucun souhait de suer sur une compta, mais création de liens avec des gens qui ont les mêmes contraintes ou qui sont dans cette démarche. On vit les mêmes situations, on se donne des coups de main.

Pour moi, pas de problème de nourriture, on fait des échanges réguliers. En campagne, il y a souvent des surplus de jardins en saison et la richesse des liens sociaux multiplie les possibilités de dons et contre-dons.

Dans la même démarche, au Secours Pop, je remplissais la bagnole à *donf* de tout ce que je pouvais, parce qu'il restait parfois quantités de nourriture destinées à la benne (la focale, ce sont les dates de péremption). Distributions sur la route du retour, aux copines, dans les quartiers pop, des petits vieux...

J'ai appris à faire de la récup ponctuellement, à l'occasion. Mais je n'arrive pas à encore à convaincre les copines : « faire les poubelles », des *Super Rackets* de l'agro-alimentaire est une démarche visiblement difficile, mais c'est rigolo à plusieurs.

Je n'ai ni frigo, ni congèl, et par des temps chauds, obligation de très vite répartir.

On concrétise l'idée d'une « bagnole solidaire » en cas de pépins ou pour faire des déplacements à plusieurs.

Au niveau argent, je suis à la retraite, je touche une pension de la moitié de ce que j'avais quand je travaillais. Comme on a réduit toutes nos dépenses, on arrive à mettre de côté plus d'argent chaque mois que quand on travaillait. S'il n'y a pas de pépins.

Notre économie est précaire.

Et il faut une économie parallèle, des moyens de ressources parallèles.

C'est la récup par-là, le free shop par ici, la choure ailleurs.

C'est faire des échanges, du troc, réparer sa bagnole avec les copains.

Pour arriver à boucler les fins de mois, on est aussi obligés de passer par des choses illégales.

Ça devient une nécessité pour beaucoup.



C'est une situation un peu particulière.

J'ai mis des sous de côté l'année dernière.

Pour la première fois, j'avais économisé quelques milliers d'euros.

Et là, je n'en ai plus que la moitié parce que je n'avais plus de RSA.

Du coup, je pompe dans mes économies.

Je ne m'y attendais pas.

Tant qu'il y en a, tu pompes, tu pompes.

Et quand il n'y en a plus trop, tu te dis qu'il faut retravailler pour remettre de côté.

J'espère arriver à arrêter de pomper dans ce que je mets de côté.

Je crois qu'il ne faut pas avoir de scrupules de rentrer dans le lard des institutions comme la CAF. Je fais du détournement de RSA, d'autres trucs : détourner le RSA, c'est faire de fausses déclarations de RSA.

A telle date j'ai démissionné, donc cela ne m'ouvre pas des droits au chômage, ils te versent en urgence le RSA. Le mois suivant, tu rectifies, tu dis : « j'ai fait une erreur ». Ils te demandent de rembourser. Tu dis : « en fait, je ne peux pas » et tu fais une demande de remise gracieuse.

Cela a permis, à Noël, de faire plaisir aux enfants.

Je refuse de payer les erreurs.

Je fais des dossiers de remise gracieuse. Ils sont tous passés.

Sur des CCAS, services sociaux d'entreprises, on peut fournir des factures de réparations de voiture à des services sociaux qui ne communiquent pas entre eux, et tout cumuler.

Il y a plein de techniques comme ça. C'est pour ça qu'il faut se mettre ensemble, partager, se filer des tuyaux et se rendre compte que c'est légitime d'utiliser ces manières de faire.

Le RSA, les petites retraites n'ont pas été revalorisées depuis des années. Il y a donc une perte, à un moment donné. C'est toujours ceux qui sont tout en bas qui sont écrabouillés, qui paient la même TVA que tout le monde, c'est juste normal de faire ce genre de truc.

Le plus gros travail est de s'autoriser à faire ce genre de chose...

D'autres aspects de la précarité

On a parlé de la précarité économique, mais il y a une autre forme de précarité, que l'on pourrait appeler culturelle.

Deux précaires qui se rencontrent peuvent toujours partager une précarité économique, partage qui est relatif évidemment. Mais l'un peut exprimer de manière précise ce qu'il vit (le choix peut être une forme de nécessité), finalement, il n'a pas une précarité culturelle. L'autre personne est précaire aussi sur le plan économique, mais elle ne peut pas effectuer une mise à distance vis-à-vis de ce qu'elle subit dans son quotidien. Cette personne est dans une forme de précarité culturelle.

Un exemple : je suis d'un milieu ouvrier, ma vie a fait que j'ai acquis du capital culturel, j'ai fait du militantisme. Je suis entre deux eaux, un déclassé, un transfuge.

Du fait de l'état des structures de soins à l'heure actuelle, pour certaines personnes qui appellent pour être accueillies ou même soignées : « il n'y a personne au numéro que vous avez demandé ». Les structures de soin sont tellement dégradées qu'elles ne peuvent plus accueillir ni soigner. Peut-on parler de précarité sanitaire dans une situation comme ça ?

Mise à l'isolement

Tout ce temps passé en démarches et débrouilles, ça nous isole, ça nous éloigne du collectif et ça nous immobilise dans nos capacités à nous mettre en lutte.

Ce qu'il y a de commun, que l'on soit au RSA ou travailleur précaire avec une fiche de salaire, c'est l'isolement.

Je suis AESH en école primaire. Mon salaire, c'est pas terrible, je travaille en parallèle le soir.

Je sais qu'il y a d'autres gens comme moi, dans d'autres écoles. Mais en fait, je ne les connais pas.

Et quand j'étais gréviste, j'allais en manif aussi dans l'idée de croiser des gens qui sont dans la même situation que moi, en espérant faire un lien momentané. A mon niveau, ce n'est pas arrivé.

Je me suis posé la question de savoir comment y arriver. Je suis syndiqué pour me protéger par rapport au droit du travail, puisque je suis précaire (je n'y crois pas plus que ça).

A un moment, je me suis demandé si je ne devais pas demander des heures de délégation syndicale pour aller dans d'autres établissements pour rencontrer mes collègues.

Le point commun, c'est la difficulté à se rencontrer. Même sur les revendications basiques, cela devient de plus en plus difficile à se fédérer.

La question de l'isolement, je n'arrête pas d'y réfléchir, ça me travaille.

[Cette histoire de précaire], c'est une histoire à laquelle on croit et dont on peut sortir en essayant de se rencontrer et de trouver d'autres manières de faire. Mais c'est un truc qui fonctionne parce qu'on est vachement coupé-es les uns des autres et qu'on n'a pas forcément le temps de la rencontre.

On est pris dans cette spirale-là. Passer du temps à essayer de survivre avec trois sous. Que ce soit avec un RSA, avec des allocations chômage ou autre.

En fait ce temps-là, on pourrait le passer à faire autre chose.

Quand on est isolé, et qu'on a un discours et son contraire (exemple au sujet du Covid), quand on est dans des situations qui clivent (on est pour ou contre, c'est binaire), si on n'a pas des arguments ou si on n'a pas envie d'aller dans un sens ou dans l'autre parce que on est étiqueté-e systématiquement, du coup, les gens s'abstiennent de penser : « C'est trop compliqué pour moi ! Le discours officiel, je ne suis pas d'accord. Les complotistes, je ne suis pas d'accord non plus. Du coup, je laisse faire ».



Cela veut dire qu'on accepte que le pouvoir en place continue.
Cette manière de cliver les choses et que les personnes ne puissent pas penser par eux-mêmes...
C'est une situation qui est créée, c'est très stratégique, c'est pensé.
Du coup, la plupart des gens qui n'ont pas la possibilité, les moyens ou le désir de construire une pensée critique, se retrouvent à adhérer aux décisions des pouvoirs en place.

L'isolement, je l'ai beaucoup ressenti. Maintenant moins. Ça me convenait aussi, je me mettais un peu en protection. Peut-être que j'ai fini par l'apprécier. Et puis, j'ai plus d'ami-es, maintenant. Jusqu'en 2019, beaucoup, beaucoup d'isolement. Cela coïncide avec l'achat de mon petit terrain. Ce n'est pas tant le fait d'être propriétaire, mais de pouvoir réaliser mon projet de forêt-jardin, parce que cela fait longtemps que je le porte. Devenir propriétaire, c'était pouvoir planter chez moi, sans que personne ne me mette dehors. Et je pourrai le transmettre à mes enfants. Planter une forêt, ce n'est pas rien, c'est plus qu'un jardin. C'est un rêve.

Le regard des autres, aussi a changé quand je suis devenue propriétaire. Les voisins ont vu l'évolution, ils m'ont regardée, alors qu'auparavant, personne ne m'a jamais regardée. Ils m'ont dit : « qu'est-ce que tu bosses ! ». Ils ont été surpris de voir tout ce que j'avais fait en deux ans sur ce terrain abandonné. J'ai été surprise de leur surprise... Ils étaient admiratifs et m'encourageaient. Du coup, j'ai eu des coups de main spontanément. C'est nouveau. Cela m'a sorti de l'isolement, même si mon projet, je le mène seule.

La lutte

Le précarité représente une chape de plomb, sous laquelle on n'arrive plus à trouver les moyens de lutte.

La récup', les freeshops, la choure, ce sont des pratiques qui s'organisent individuellement.

Il y a eu des temps où cela s'organisait collectivement, dans les mouvements d'auto-réduction¹ par exemple.

Cela me paraît nécessaire que dans la masse de précaires que nous sommes que l'on retrouve cette énergie à mettre en pratique cette économie qui nous est propre, face au capital, dans des mouvements d'auto-réduction.

Pendant la période COVID, la grande distribution a fait des marges pas possibles sur le dos des gens.

Il n'y a pas eu une force qui dise : « allons-nous servir, allons récupérer ce dont on a besoin, ou du moins partageons ce qu'on peut récupérer du capital ».

Cette économie collective, comme les auto-réductions, il est intéressant d'y réfléchir comme un moyen de lutte, aussi.

Dans la situation où on est, j'ai l'impression qu'on repart depuis le début : refaire du collectif.

Il faut que les gens puissent s'agréger, avant de produire un contenu politique.

Aujourd'hui, réussir à ce que les individus se fédèrent et fassent du collectif, c'est déjà énorme !
Après, c'est dans les rencontres, c'est dans la lutte que les discours peuvent changer.



¹ L'autoréduction est une pratique collective qui consiste pour un groupe de personnes à imposer la baisse du prix d'un produit ou d'un service, voire sa gratuité.

Les précaires et le travail

C'est une situation dans laquelle on est, toutes et tous ici : soit tu es rejeté-e (du salariat) à temps plein, soit tu es rejeté-e partiellement, parce que tu retravailles. C'est des contrats à courts termes.

La notion de précaire, on l'associe au fait d'avoir à se justifier auprès des administrations pour avoir des sous. Aujourd'hui, c'est plus compliqué parce qu'on peut aussi travailler pour avoir des sous, mais pas assez, du coup ces gens deviennent précaires. Cette notion me met mal à l'aise parce qu'avant on l'avait cantonné aux gens qui s'adressaient aux administrations.



Il est difficile de faire la distinction entre salariés précaires et RSA. Aujourd'hui, il y a plein de gens qui ont la prime activité, dans la case RSA-contrat d'insertion donc, et qui travaillent. Les trois-quarts des gens que j'ai accompagnés dans le cadre de mon travail, qui sont demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi et allocataires du RSA), travaillaient plus ou moins, quelques heures par-ci, un CDD par-là, des boulots en dents de scie.

En 97/98, quand le mouvement des chômeurs a commencé, j'ai l'impression que c'était beaucoup plus scindé que ça.

On disait « les chômeurs » d'ailleurs. Aujourd'hui, les trois quarts sont confrontés au travail. En plus les organisations syndicales ne s'y intéressent pas.

Quelle forme prend ma colère ? Je la mets dans l'action. L'entraide est la forme que prend ma colère. Aider les autres, ou appeler des ami-es pour d'autres qui sont en galère. Et si j'en ai besoin, j'appelle aussi à l'aide.

J'étais assistante d'éducation pendant 4 ans.

La précarité est acceptée par les collègues, AESH, AE. Pour eux, c'est normal.

Le fait de prendre soin de l'autre, de s'occuper des élèves, avec des petits contrats de merde, c'est normal. Il y a des gens qui se trouvent hyper loin de ces réflexions et qui se disent que c'est normal de faire deux boulots, que c'est normal que leur boulot ne soit pas valorisé.

Mais là où il y a des réactions, où la colère peut naître, c'est quand ils se rendent compte que cela devient impossible de faire son métier correctement. Cela ne se base pas sur les salaires ou sur le mépris qu'ils peuvent ressentir de la part de leur hiérarchie, ou même encore le fait d'avoir de petits contrats ou le poids de se demander s'il va être renouvelé ou pas, mais plutôt le moment où la chose qui faisait sens pour eux, c'est-à-dire le fait de prendre soin de l'autre, d'une manière ou d'une autre, ils ne peuvent plus le faire.

Là, j'ai pu voir et vivre des réactions à ce moment-là. Et où on retissait du commun et on essayait de trouver des solutions ensemble. Une fois le mouvement initié, le fait de pouvoir poser ces questions : le mépris de la hiérarchie, est-ce normal d'être assujetti-e à cette peur du renouvellement ou non du contrat et enfin, en dernier recours la question du salaire.

Il y a des leviers qui ne sont peut-être pas là où on les imagine...

Petite touche optimiste au milieu de tout ça, mais je pense que c'est nécessaire de le dire.

Les précaires et l'administration

C'est le fait de dépendre de l'administration pour avoir un petit peu de thune pour la survie. C'est pas du tout satisfaisant. Ce n'est pas quelque chose pour lequel on se bat mais contre lequel on se bat. Mais il faut satisfaire des petits besoins pratiques. Pour cela il faut un peu de thune. Et du coup, il faut se battre face à l'administration. Et c'est des choses qui sont subies par toute une masse de gens qui sont en bas de l'échelle. Ça fait plein de situation d'humiliation, de vexation, d'instabilité.

Il y a toujours ce truc, avec les administrations qui sont ultra présentes dans la vie : la CAF, Pôle emploi. Il faut toujours rendre des comptes.

Surtout une pression permanente qui fait ressentir qu'on est précaire : avec ce lien aux institutions qui fait qu'on a tout le temps à rendre des comptes. Il y a globalement une pression sociale très forte.



A une certaine période, j'étais contrôlée tout le temps. Il paraît que c'était le hasard. Mais deux fois de suite, je n'y crois pas trop². Quand c'est compliqué, j'essaie de m'adresser à une personne. Même en visioconférence. J'avais une interlocutrice en face de moi. En générale, je vais à la case assistante sociale. A la MSA, elles ont l'air assez aidant. Je vais essayer de trouver des gens pour m'accompagner.

La fatigue et l'humiliation

C'est le temps que ça prend dans la vie d'être tout le temps ultra-vigilante à tout, les moindres dépenses au quotidien, ne pas réussir à joindre les deux bouts. Être obligée de travailler comme une tarée pour ne gagner même pas mille balles. Travailler pour avoir un quotidien un peu fluide, et ça marche pas.

On se retrouve dans des situations d'incertitude, d'instabilité, de perte de confiance, qui sont liées à une pression sociale et institutionnelle très forte. Et à une injonction de se faire exploiter pour ne pas se retrouver à la rue, pour gagner sa vie.

Le choix de la précarité

Il y a des formes de précarités différentes et ça me bloque depuis le début. Il y a des gens qui sont en précarité « choisie » (je mets bien ça entre guillemets). En fait, on est dans un monde où on choisit soit d'y collaborer en donnant sa force de travail, soit d'essayer d'y collaborer le moins possible, voire pas du tout.

² Le *scoring*, en management, c'est classer les clients en fonction de leur niveau d'intérêt pour le business. A l'inverse, la CAF contrôle plus facilement celles et ceux qui risquent de coûter trop cher (mères célibataires, adultes handicapés...) ou de frauder (les étrangers). Cela se fait par algorithmes, suite à l'interconnexion de fichiers d'administrations différentes et des banques.

Ces contrôles (32 millions en 2020) se font à l'insu des allocataires. Sauf s'il y a une suspension des versements, cela se voit sur le compte en banque, quand la sanction est effective...

Il y a aussi des cas de figure de personnes qui ont vraiment envie de proposer leur force de travail et qui ne le peuvent pas parce qu'il y a des facteurs sociaux, extérieurs, pleins de facteurs qui font que cela ne peut pas marcher.

Sur cette question de choix, de désertion, de précarité non choisie, du refus du travail salarié...

C'est là-dedans qu'il faut interroger quelque chose : est-ce que c'est vraiment un choix ?

Ce que j'ai en tête, c'est la vague de gens qui prennent un statut d'autoentrepreneur.

Pour ne pas être salarié, pour ne pas subir la pression, parce que cela a été une construction politique.

Avec en plus, le truc de défendre les savoir-faire anciens, ou de se retrouver en agricole.

Les gens administrent alors leur rapport au travail, seul. Tu te mets tes horaires, tes contraintes financières, à devoir sortir ce qu'il faut pour vivre.

Et en même temps, jongler avec les minima sociaux (autoentrepreneur est un statut pourri pour les indemnités en cas d'arrêt de travail), et tu peux te faire radier de ton statut assez vite si tu n'arrives pas à rentrer des sous. Tu te retrouves dans des procédures avec la CAF, etc...

Et pourtant, on pourrait dire que c'est une situation choisie. Mais qui va dans le sens des logiques du pouvoir. Et qui ne fera jamais naître un mouvement social de fond... d'après ce qu'on peut observer, sachant que, en effet, « vous l'avez bien choisi ! ».

C'est comme le choix de vivre avec les minima sociaux. Oui, on a déserté, on a dit : « on ne va pas être salariés, on n'a pas envie de ce monde-là ». Du coup, on bricole notre vie de bric et de broc.

On a beau se dire « on déserte », on ne s'extrait pas pour autant du monde, on est relié par tout un tas de facteurs, en particulier les dépenses financières.

Et du coup, à un moment, tu te retrouves autant lié à ce monde que si tu étais salarié-e.



Ce n'était pas ça mon questionnement. Je voulais pointer le fait que, quand tu choisis d'employer les mots de *désertion*, *bricoler*, tu as déjà une analyse de ce qui se passe, tu as une notion de choix.

Ce qui me pose question, c'est que je rencontre des gens qui ne le vivent pas du tout comme quelque chose de compris, d'analysé. C'est ça que je trouve difficile : comment tu entres en relation avec quelqu'un qui est dans une situation ultra précaire mais qui n'a pas déconstruit plein de choses, avant : sur le travail, sur le patronat ?

C'est ça qui me pose question.

Il y a beaucoup de gens qui sont précaires et avec qui c'est difficile de rentrer en relation de langage, et donc encore plus difficile de s'organiser.

J'ai choisi de ne pas avoir de logement, d'habiter à droite à gauche.

J'ai choisi... Dans la limite des choix disponibles !

J'ai décidé d'arrêter de travailler, d'aller au bout de mes droits, de tirer le maximum possible.

Je vends ma maison, pour me débarrasser de ça aussi.

La précarité, c'est un choix qui a été pris dès l'enfance. J'ai vécu la scolarité comme une contrainte, voire comme une souffrance. Du coup, j'ai compris que travailler pour gagner de l'argent, c'était forcément contrainte et souffrance comme la scolarité. Je ne pouvais pas envisager le travail de cette manière, il fallait forcément que j'y trouve de la joie.

On a choisi d'avoir un logement précaire, mobile.

Mon horizon temporel se limite à la semaine, mais nullement subi, purement choisi, comme organisation. Pas de contraintes d'ordre économique, pas de logement, pas de charge, être hébergé chez les uns les autres.

Plutôt une incertitude de se demander ce que tu fais.

Je dirai qu'on n'a rien choisi, c'est le système qui nous met dans la situation de précarité, quels que soient nos choix. On fait du mieux qu'on peut pour s'en sortir.

C'est le système qui nous met en situation d'instabilité, de non-réponse.

On est face à un mur et on dit se débrouiller pour survivre face à ça...

Même si tu as fait un choix à un moment donné, le système va faire en sorte de te fragiliser, de remettre en cause ta situation, de te confronter à l'institution, au labyrinthe des services, de l'incompréhension, de la non-information des droits.

Le déni et la colère

Moi, je m'en sors. Sur une certaine durée, je ne suis pas aux abois.

C'est plus la projection à long terme.



Et plus je n'ai pas d'incertitude d'avoir des affaires partout. On a chopé un hangar à 6000 balles. Je m'en sors très bien.

Une précision : j'ai la chance d'avoir mon lieu, je n'ai rien à payer pour.

On achète des t-shirts à 2,5 € ou on va dans les ressourceries ou les freeshops. Comme ça on s'en sort, ouais.

Mais des fois, c'est la honte, l'humiliation de toujours regarder ce qui reste dans le porte-monnaie.

Faut arrêter de se satisfaire du peu qu'on nous laisse. Tout le temps regarder en dessous en se disant : il y a pire que moi, il y a beaucoup mieux aussi.

Il faut se dire que ce n'est pas assez.

Arrêter de se dire qu'on peut toujours subir (et s'en sortir) et qu'il y en a qui subissent plus.

Je n'ai pas l'impression que ce soit la bonne dynamique.

On a vraiment le droit de se mettre en colère et de refuser ce truc-là.

Ce n'est pas un état de fait.

Ou plutôt c'est un état de fait à partir du moment où on l'accepte.

Je rejoins ce qui vient d'être dit, qu'il faut peut-être arrêter de dire on s'en sort. Cela évite les colères, les indignations, et les mobilisations.

Eh oui, on s'en sort toutes et tous. On est habillé-es, logé-es et on ne meurt pas de faim.

On peut dire qu'on s'en sort.

Ben ouais.

Mais non !

Les Gilets Jaunes

Ce mouvement est très fréquemment revenu dans les discussions.

Pas pour l'analyser, mais comme une référence pour nos réflexions.

Preuve s'il en est que ce mouvement a marqué.

C'est une de leurs victoires, sur le temps long.

A propos des retraites

- Il y a peu d'infos pour toutes les personnes, actuellement, qui galèrent pour obtenir leur retraite.

Peut-être les gens vivent-ils leur galère très isolés.

- Et une fois que tu l'as, c'est le graal !

- Là où j'ai entendu le plus de témoignage de gens à la retraite, c'est dans le mouvement des Gilets Jaunes. Il y a beaucoup de gens qui étaient dégoûtés de la retraite qu'ils avaient, en ayant des boulots hyper durs.

A propos de la constitution du collectif

L'intérêt des Gilets Jaunes, c'est que ça a produit du collectif. Même si les gens ne viennent pas d'orgas telles qu'on les connaît, il y a aussi un apprentissage du collectif par les bénévoles et autres.



Je voudrais revenir sur la question des Gilets Jaunes.

Avec l'impression de repartir de zéro, de reconstruire du collectif dans un mouvement de révolte. Et on voyait bien que c'était des personnes issues de milieux très différents, avec des références politiques très différentes aussi.

Ce qui a été important, c'est qu'il y ait une constitution de ce mouvement de révolte et qu'il y ait des choses qui bougent. Ça a amené les gens à réfléchir et à se dire : on n'est pas si différents que ça et d'avoir une possibilité de s'identifier à minima au collectif.

C'était intéressant parce que cela redonne du nous, là où la démarche actuelle est de dissocier, d'atomiser.

Aujourd'hui, les gens se retrouvent dans l'incapacité de construire des solidarités, ou du moins d'avoir des difficultés à le faire.

A propos de la force du collectif

Les individus peuvent se regrouper pour avoir une force ou du moins atténuer ce qu'ils ressentent et faire face par rapport au système.

Il est évident que si les Gilets Jaunes n'étaient pas arrivés en mettant en avant les augmentations des prix, puis les difficultés qu'ils avaient à finir les fins de mois, ce n'est pas le *gourou* qui nous aurait donné de l'argent. Au contraire, il veut qu'on travaille plus pour gagner moins.

Pas besoin de se nommer pour faire

On a oublié d'où est parti le mouvement des Gilets Jaunes.

Ce n'est pas Gilets Jaunes pour rien, même si ce n'est pas nommé. Le déclenchement, c'est l'augmentation du gasoil, c'est le ras le bol total et ça a flambé.

Les gens n'avaient pas besoin de se définir, ils étaient là par rapport à leur condition de vie.

Notre problème, c'est qu'on veut analyser, politiser. A un moment, ça pose problème : on est détaché d'un truc simple et évident.

Ce mouvement, c'est évident pour moi, il s'est fait sur une base commune qui nous anime.

A propos de l'après des mouvements

Dans le cadre du mouvement des Gilets Jaunes qui dépasse le côté hexagonal, c'est comment tu construis l'après. C'est un problème de reflux, le mouvement a un pic, puis redescend.

Qu'est-ce qui en reste en termes de force d'action collective. Comment les gens se réorganisent-ils ? Et c'est la question de la durée : qu'est ce qui réussit à perdurer dans nos environnements où ça bouge très vite ?

A propos de la signification du nom

Recréer du commun : cela me fait penser aux Gilets Jaunes.

Rien que le terme : qu'est-ce que cela porte comme projet potentiellement ?

En soit rien, effectivement. Une couleur, un vêtement...

Cela montre d'une certaine façon la limite et quel projet on porte à partir des mots qu'on choisit.

Les Gilets Jaunes ça n'évoque rien, une couleur... ?

Ça ne m'a rien évoqué au début.

Quand j'allais au boulot, je passais devant le rond-point des Gilets Jaunes. On disait : c'est des gens d'extrême droite.

Je suis allé voir : c'est plus compliqué que ça.

Ça ne renvoie pas à quelque chose qui va tout bouleverser.

Ils n'ont pas fait trembler les bourgeois, mais ils ont inquiété un moment.

Ils ont inquiété l'Etat.



Question de vocabulaire

Qu'est-ce qu'un précaire ?

Il m'est arrivé dans mon existence de ne pas avoir de boulot, donc difficultés à assumer sa famille.

Je me définis comme précaire : j'ai un petit logement, je cumule deux tafs, qui sont considérés, dans les rapports hiérarchiques de travail, en bas de l'échelle.

Aujourd'hui, il y a des gens qui ont des boulots de cadres supérieurs et qui sont sans arrêt à se demander s'ils auront un boulot demain. Ils sont dans une précarité « potentielle », et aussi dans leur tête, ils sont sans arrêt mis en péril.

Est-ce que cela n'est pas aussi de la précarité ?

Mais ce n'est pas pour autant une précarité économique.

C'est un mot un peu fourre-tout.

Aujourd'hui la question est de mettre en concordance les gens « privés d'emploi », on va le dire comme ça, et les gens qui cumulent plusieurs emplois mais qui ont du mal à payer les factures.

C'est un peu la thématique Gilets Jaunes.

Au final, ça fait des fins de mois pas glorieux.

Pour aller vite, on pourrait se qualifier d'autoentrepreneur de la gestion de sa propre misère.

Les mots et leurs définitions

Je suis toujours sur la définition de la précarité.

J'ai l'impression que c'est un mot du pouvoir.

C'est un mot qui ne nous appartient pas.

Dans quelle mesure on se laisse définir par les mots des pouvoirs en place ?

Dans quelle mesure ça prend sens et dans quelle mesure cela ne nous mène pas à une impasse dans la possibilité de penser ce qu'on est, ce qu'on vit, nos valeurs ?

Ou est-ce qu'il ne faudrait pas changer de vocabulaire et se définir à partir des choix qu'on fait ?

Et du coup, de s'identifier d'une autre façon. Question.

Je ne sais pas si le mot précaire vient du pouvoir ou pas.

Tous les mots viennent du pouvoir ou sont récupérés par lui.

Notre président bien-aimé a écrit un livre qui s'appelle « Révolution ».

Ils nous prennent beaucoup de mots.

Nos mots politiques sont pris par la droite, et après on n'a plus rien.

Je pense qu'il faut se battre pour mettre nos propres définitions

sur les mots qu'ils nous ont piqués.

Un slogan anarchiste dit :

Rien n'est à eux, tout est à nous

Tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé

Ils nous volent des mots aussi, des idées, c'est ce que dit Orwell,

Ou c'est ce que j'en ai compris.



Pièges du mot précaire

On va peut-être arriver à se dire, tout à l'heure : ce terme nous embarrasse plus qu'il nous aide.

On a apparemment pas mal de difficultés à faire émerger une définition commune.

Peut-être va-t-il falloir s'en séparer, comme le terme exclus qui est jeté dans les pattes pour qu'on trébuche.

Peut-être faudrait-il aborder ces questions-là avec un autre vocabulaire.

Précaire, c'est un état, alors pourquoi pas *précarisé*, qui donne une idée de spoliation.

Mais par qui ? Il y a-t-il des *précarisateurs* ?

C'est Madame Laurence Parisot (ex-présidente du MEDEF) : « l'amour est précaire, la santé est précaire, la vie est précaire, pourquoi le travail ne serait-il pas précaire ? » (2012).

Pour faire bref, on a des difficultés à définir ce terme.

Peut-être qu'à l'issue de ces rencontres, on s'apercevra qu'on doit être orphelins de cette notion, s'en passer. Et trouver d'autres termes.

Cette notion est imprécise, on s'en rend compte quand on a affaire à elle.

On nous a mis ça dans la tête pour nous encombrer plutôt que pour nous aider.

Parce que la seule aide qu'on aura, c'est par nous même qu'il faudra la trouver.

Et alors, quels termes choisir, non seulement pour définir ce qu'on est, mais aussi pour partager avec d'autres pour mener des luttes ?

Parce que c'est quand même ça l'idée...

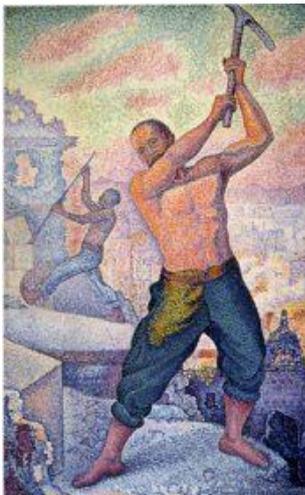
Se définir comme précaire, c'est accepter de s'identifier à la situation de précarité.

On se définit par le manque, il n'y a aucune raison de se définir par le manque.

Certes il y a du manque au niveau économique, mais cela ne fait pas la totalité de ce qu'on est, loin de là.

Se redéfinir hors de l'étiquetage que l'Etat souhaiterait imposer à une partie de la population, c'est faire ce pas de mise à distance de cette tentative d'aliénation.

On est là-dedans, dans l'aliénation au niveau du langage.



Est-ce qu'on ne pourrait pas trouver un moyen de nommer la *déprécarisation*, plutôt que de nommer la précarité ?

Dire ce qui *déprécarise*, dans nos vies : la lecture, la rencontre avec les autres, se mettre dans des luttes, faire une brochure infokiosque, n'importe quoi...

Plutôt que ce qu'on subit, on part déjà sur une action positive, qui nous est propre, qui nous dynamise, qui nous permet d'aller vers les autres, vers le monde.

Au lieu d'être dans le repli.

La *déprécarisation*, on peut trouver un autre mot, surtout pas celui-là.

Il y aurait peut-être un autre mot qui pourrait porter cette idée-là.

Intérêt d'un mot commun

Précarier, cela me rappelle prolétariat, c'est-à-dire une classe sociale, une classe qui a été en lutte pour son émancipation.

Et justement ils (*ils* = les gens au pouvoir, je ne peux pas les nommer autrement), ils veulent nous atomiser, ils veulent qu'il n'y ait aucune solidarité, ils veulent qu'on soit tous différents et même qu'on ait des intérêts contradictoires.

La réaction de dire : « je m'en fous, je suis vacciné-e », (ou « moi, je m'en fous, j'ai enfin ma retraite », « moi, je m'en fous je ne suis pas au RSA ») c'est un peu ça.

Et c'est là où on nous piège.

Et l'idée du précarier, pour moi, qui peut être un autre mot, *prolétariat du XXI^{ème} siècle* par exemple, c'est qu'on a quand même des conditions sociales, économiques, psychiques, culturelles, plus ou moins communes, avec des habits différents.

Et que notre ennemi, pour moi, est commun : c'est l'Etat, le pouvoir, le système capitaliste.

Ou peut-être la présidente de la CLI (commission locale d'insertion), ou la proviseure ou la directrice d'école, l'interlocutrice de la CAF...

L'intérêt donc du précarier, c'est de dire qu'on a un même ennemi, qui nous attaque différemment, mais dans la même logique.

Et si on veut se défendre, bien évidemment, il faudra se défendre au coup par coup, au cas par cas, mais dans l'idéal, c'est se défendre collectivement face à un système.

Une proposition, pour avancer dans une forme de définition de ce mot dont on pourrait se passer, finalement. Peut-on appeler « précaire » un ensemble hétérogène de gens avec des niveaux de ressources différents ?

En général ces personnes ont des niveaux de ressources assez faibles, mais qui font des rattrapages au niveau de leur activité culturelle, au sens très large du terme. Mais qui sont politiquement désorganisées, ou qui ont des difficultés pour former des organisations à la fois pérennes et en mesure d'obtenir quelques victoires.

Et pour aller à la louche, est-ce qu'un précaire, ce n'est pas un « prolétaire instruit désorganisé » ?

Quelqu'un qui a des ressources faibles dans un domaine, qui compense dans d'autres, ce qui fait des appartenances, on peut même dire interclassistes.

Des positions sociales pas homogènes.

Ce qui pourrait expliquer pourquoi c'est difficile à comprendre, mais c'est difficile à se situer dans ces catégories, en supposant qu'une action politique nécessite une homogénéité politique, souvent construite au forceps. Dans le cas des précaires, on a une situation qu'on peut dire déséquilibrée ou bancale.



Doit-on se définir ?

Je trouve que c'est différent d'essayer de se sortir de ce bazar, en ayant conscience de quel bazar il s'agit et d'essayer de se sortir d'un bazar qu'on n'arrive même pas à nommer. C'est ce qui fait fossé avec des gens que je rencontre très régulièrement dans ma vie : on ne parle pas du même bazar, on n'a pas le même regard.

Je me dis pourquoi il faudrait qu'on se nomme, qu'on trouve un mot ?

C'est quoi le bon mot ? Est-ce important qu'on se nomme ?

J'ai fait partie de petits groupes. A un moment on s'est dit : on est anarchistes. Après, on s'est intéressé à l'Italie, on s'est dit : on est autonomes. Et après, on s'est dit : non, en fait anarcho-communiste, c'est plus intéressant.

Et en fait, on a essayé de se nommer. On a essayé de trouver des lieux, de se nommer.

Mais les Gilets jaunes n'avaient pas de lieux. Ils se sont foutus au bord des routes, sur les ronds-points. Ils ne savaient pas comment se nommer.

Mais ils n'ont pas fait trembler les bourgeois, mais ils ont inquiété un moment.

Ils ont inquiété l'Etat.

Un mouvement qui réclame un référendum.

Ils se sont fait tirer dessus.

Il y a des morts, des mutilés, des gens en tôle.

J'ai l'impression qu'ils sont allés plus loin dans la répression que contre les militants sérieux.

Je ne dis pas que c'est le modèle.

Est-ce qu'il faut un lieu, est-ce qu'il faut à tout prix se nommer ?

Peut-être c'est bien entre nous, mais faut-il le placarder, je ne suis pas sûr.

Se dire : qu'est-ce qu'on est capables de faire ?

A priori, pas grand-chose, pour le moment.

C'est comme il vient d'être dit.

C'est ce qui me choque dans le fait de se définir.

Propositions pour (se) remobiliser

Un exemple : Les ami-es de May, à St Nazaire

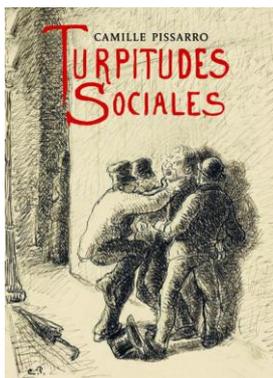
On a eu la chance, nous nazairiens, d'avoir un lieu, offert, le local des ami-es de May.

On s'est demandé ce qu'on allait en faire. On avait deux solutions :

- soit on essaie de recevoir les gens, les doléances et essayer d'y répondre. Mais ce n'est pas notre rôle, il y a des avocats et des spécialistes pour ça.

- soit on essaie de construire par l'exemple une force, une résistance.

Pour cela, il y a trois grandes vitrines (qui donnent sur la rue), on a fait des expos qui vont dans un sens.



Exemples : Pissarro, peintre, il a été toute sa vie un anarchiste qui a fait des tableaux montrant la misère du peuple, sortant des solutions intéressantes. On a fait une expo sur Jack London, il n'a pas toujours été de notre bord, loin de là. Mais lisez Martin Eden, c'est du costaud. On a fait une expo sur les Gilets Jaunes, avec photos, à St Nazaire. On a en projet une expo sur la science-fiction, mettant en opposé Ursula Le Guin et Philip K. Dick.

Au moment du 1^{er} mai, tout le monde parle de fête du travail, et nous on a dit non, c'est l'aliénation au ou par le travail. Et on a fait venir quelqu'un, qui dans les années 70, a monté une banderole « Fête de l'aliénation ».

Lutter contre la phraséologie du pouvoir, c'est un thème. Mais on souhaite montrer des exemples sur ce qui s'est passé dans le passé. Il n'y a pas eu que des défaites loin de là, on peut montrer des exemples... On ne va pas mettre la tête dans le sable, loin de là

On peut voir la programmation sur les vitrines ou sur le site d'internet : <https://ladm.noblogs.org/> Elle regroupe les différentes approches de chacun et chacune. Parfois elle est unitaire, parfois, il y a de la bienveillance, on va dire. On est très axé sur le passé.

C'est un axe très historique sur les aspects d'histoire politique, sociale : donner à voir ce qui a pu émerger ailleurs dans une dimension collective.

A St Nazaire, des gens issus des Gilets Jaunes, ont ouvert deux maisons : une pour des gens à la rue, et une autre pour faire de l'accueil familles et individuels (ils sont expulsables). Une partie était issue du milieu associatif, ils étaient dans des réponses concrètes, de logements temporaires, ce qu'on ne fait pas aux ami-es de May. On n'est pas des super-militants, on ne peut pas répondre à tout. C'est aussi le problème.

Il y a des luttes où on culpabilise de ne pas y être, mais on peut aussi dire non et faire ce qui nous paraît le plus propice.

Le lieu des ami-es de May est un lieu propice pour ce genre d'initiative (le café des allocs) mais pour ça, il faut qu'il y ait des gens qui le portent. Mais la structure est aussi envisagée pour être à la disposition de...

Plus la possibilité de se rencontrer autour de livres, de réflexions, d'interventions de personnes diverses et variées, de témoignages, de gens qui transmettent leur histoire, leurs valeurs.

Ce n'est pas facile de venir : il faut trouver une place dans l'univers de l'information, qui est vaste et lourd, il faut faire des choix, ce n'est pas simple aujourd'hui, il y a pléthore de divertissements, dans la logique de la société du spectacle.

Cela veut dire sortir, rencontrer les gens, prendre le risque de passer une soirée pas spécialement spectaculaire. Mais il y aura des échanges, une parole pas forcément extraordinaire mais dans ce face à face de différentes personnes qui vont oser ces rencontres sans attendre une parole qui donne une orientation mais qui alimente une pensée.

Aux ami-es de May, il y a des soirées où on n'est pas très nombreux, cela dépend.

Avec les écrans, les images, on est orientés du côté de la vie par procuration, dit par le « grand philosophe » appelé Goldman (le chanteur). Il y a une sorte de vampirisme, toute l'énergie qu'on a en dehors du travail, elle est engouffrée, pour une majorité de gens, dans des propositions via les écrans. Après on va se coucher, on recommence le lendemain sans se souvenir de ce qu'on a vu la veille, etc. Le fait de proposer des rencontres à partir de textes ou d'images (l'expo photo sur les Gilets Jaunes), cela veut dire lire des livres, apporter des arguments, des critiques, tout cela c'est un travail en tant que tel. Il y a de moins en moins de personnes prêtes à faire ça, parce que ce n'est pas un chemin facile.

Les ami-es de May propose cette orientation-là.

C'est important que ces lieux-là existent.

Et ma classe, je ne la rencontre pas dans ces lieux

Une seule question à poser : je m'interroge sur le type de gens qui fréquentent le lieu. Je n'y vois jamais ma catégorie à moi. Je suis fille d'ouvrier, et je ne les rencontre pas dans ces milieux-là.

Je dis : ouvrier.... sans emploi.

Je les ai rencontrés sur les ronds-points.

On rencontre dans ce type de lieux qu'un type de population et pas un autre.

La sociologie des gens qui viennent aux ami-es de May ?

Plutôt des personnes qui ont un intérêt curieux, cela dépend des thématiques, on a du mal à expliquer. Il y a des thèmes qui fédèrent davantage.

Il est vrai que les GJ ne sont pas venus, sur le nombre à l'expo photo sur les Gilets Jaunes, même les gens qui sont actifs, en activité militante ou associative. Cela ne les intéresse pas toujours, peut-être parce que ce n'est pas assez concret, dans l'action.

Sur l'Algérie, on a invité Nedjib Sidi Moussa, ce sont des gens qui ont plutôt une histoire militante ou qui ont un intérêt pour ce thème qui sont venus.



Au premier étage, il y a des travailleurs détachés, des fois lituaniens, des fois polonais, des fois ukrainiens, on n'arrive pas à créer du lien avec eux.

C'est une question, à St Nazaire, ville populaire et ouvrière, qui interroge : ce sont des fantômes qui passent dans la ville, en groupe, qui boivent des bières. On est voisins. On a fait une rencontre sur l'Ukraine, avec un copain de copain ukrainien, les travailleurs détachés n'étaient pas là.

Faire venir des gens qu'on ne voit pas

On s'est aussi posé le problème : plutôt que de leur proposer des thèmes, c'est les faire venir pour exposer des sujets qu'ils ont à cœur.

Avec un réseau de Gilets jaunes, en Mayenne et en Sarthe, c'est des faiseux, ils restent actifs, on va essayer de proposer des trucs pratico-pratiques, comme une collecte de serviettes hygiéniques, faire venir des chanteurs militants.

On a envie de faire venir des gens qu'on ne voit jamais, c'est un peu ma recherche.

Autres propositions

- « à titre personnel, se battre »

J'ai toujours été un battant, je n'ai jamais accepté l'enfermement, les idées négatives. J'ai toujours cherché à m'intégrer dans des groupes, pour toujours lutter.

Lire également, s'instruire également pour être moins idiot, essayer de comprendre le système.

La chose la plus importante, c'est d'avoir un entourage, des amis, d'essayer de se battre, de changer des choses.

- Proposer un accompagnement par une personne tiers lors d'une démarche administrative ou d'une convocation par une instance (Pôle Emploi, CAF, CLI...). C'est dans les textes. Ou si c'est un contrôle à domicile, appeler des gens d'un réseau pour créer un rapport de force et ne pas être seul-e (témoin, prendre des notes, filmer le contrôleur), pour sortir de l'isolement : comment mettre en place ces réseaux de proximité ?

- Mettre en place un café social, notamment pour l'APSA (minimum vieillesse), Pour faire de l'information ou de l'auto-formation sur les arcanes administratifs, mais où chercher les forces ?

On peut s'inspirer du **café des allocs** à Lille (voir l'article sur Basta)

<https://basta.media/Face-a-la-Caf-et-Pole-emploi-faire-quelque-chose-par-et-pour-les-allocataires-c-est-politique-RSA>

et <https://anamorphose.noblogs.org/cafe-des-allocs/>

Ils accompagnent collectivement les gens pour régler les problèmes administratifs, comme ça se fait aussi à Brest.

C'est intéressant d'avoir des contacts avec ces gens ou d'autres qui s'organisent comme ça : à force de faire ce genre d'action, on connaît plein d'astuces, à partager.



- Dans le Grand Ouest, une classe en lutte

A minima, se tenir au courant de ces actions, au moins à l'échelle du Grand Ouest, cela fait une richesse, savoir que ça existe, pouvoir se filer des contacts : là-bas, ils font ça.

Faire des retours d'expérience : si on participe à des ébauches de mise en place de collectifs (dans l'éducation nationale ou ailleurs), avec les difficultés qu'on rencontre aussi.

On se dit, quand on est isolés, même à plusieurs : par quel bout je prends le truc ?

Savoir qu'il y a des petits collectifs sur des points précis dans une petite ville, le dire et filer les relais.

On se redonne des infos autour de chez nous. Comment s'en inspirer localement ?

Quels outils ? Des mails ou des courriers, de petits textes sur des initiatives de luttes à droite à gauche.

Juste se dire : ça, ça existe, une feuille de chou trimestrielle, plus ou moins.

- Les auto-réductions et autres démarches administratives

Il y a des fois des choses individuelles qui marchent, mais il peut y avoir des choses qui ne marchent pas, et là cela peut te mettre dans des situations encore plus difficiles.

Il faut alors réfléchir à des démarches collectives et à des astuces automatiques, où il n'y a pas de doutes. Il y a des astuces qui sont différentes en fonction de l'interlocuteur en face, du département ou des situations.

Les auto-réductions, c'est pareil, c'est une démarche collective. A une époque, il y avait une campagne pour la gratuité des transports, avec des cartes « transports gratuits » ou « zéro franc, zéro fraude ».

Une fois, on est allés manifester à Paris avec ce système. On s'est fait choper individuellement. Ceux qui étaient dans le collectif des chômeurs ont été soutenus. Les autres ont disparu dans la nature, et ont dû payer individuellement. Cela peut aggraver leur situation.

- Déprécariser les non-rencontres

C'est retrouver un langage qui nous soit propre. Mais aussi retrouver de nouvelles actions, un nouveau mouvement.

Pour déprécariser une non-rencontre ou une rencontre qui se fait mal, peut-être entrer dans le spectaculaire : utiliser ce moyen (je dis ça au hasard) musicalement, théâtralement, un film, dans l'espace public, là où sont les gens, et après enclencher des débats. Ce n'est pas nouveau, mais il y a des choses à renouveler.

Le théâtre de l'invisible

Tu t'inscris avec une saynète préétablie, dans l'espace public : tram, bus, une file d'attente avec une thématique qui nous est propre et chère à un moment donné. On peut mettre en scène une oppression. Et tu engages la discussion.

C'est une forme spectaculaire qui peut permettre une approche.

- Rencontres au quotidien

Je suis d'accord avec toi sur le côté spectaculaire parce qu'il faut prendre plaisir et il faut qu'on donne envie, mais je pense que les occasions, il y en a tout le temps, quotidiennement.

Il y a tellement de trucs qui peuvent se faire dans ces petits espaces, où l'autre puisse parler et qu'on puisse l'entendre. Mais aussi que nous, on puisse se livrer.

Cela revient à la discussion où on disait : « je ne sais pas dans quelle mesure je suis précaire, je ne me sens pas légitime de le dire ».

Partager les choses qu'on vit avec l'autre « et toi, qu'est-ce que tu en penses ? »

Être dans cette sorte d'ouverture au quotidien et dans des lieux qui ne sont pas forcément familiers : discuter dans la salle d'attente, avec son voisin dans le bus, dans une allée d'un supermarché (à propos des prix qui grimpent, par exemple).

La rencontre humaine accroche ou pas, mais se donner l'opportunité.

On n'a pas l'énergie tout de suite de faire plus.

Il ne s'agit pas de prendre son costume de militant, tout de suite en tout cas, mais d'être dans quelque chose de simple et sincère. Cela veut dire qu'on a conscientisé d'abord que ce qu'on vit, que ce n'est pas normal et qu'il ne fallait pas se satisfaire de ça.

Cela se joue sur des petites choses du quotidien, recréer du commun. Effectivement, il existe plein d'outils qui sont intéressants et pertinents. Mais on n'arrête pas de se mettre des outils et des machins quand, parfois, il suffit d'être là et poser un espace d'écoute et d'échange, juste au quotidien.

Je ne fais pas la révolution en faisant ça, juste je me défoule et je me fais plaisir.

... nous avons un petit service à vous demander.

Nous avons la conviction que le ravage capitaliste est l'enjeu principal de ce siècle.

À ce titre, il nous semble que ce sujet doit être mis en avant chaque jour dans le débat public.

Tous nos articles sont en accès libre, pour tous et toutes.

S'il y a bien un moment pour nous soutenir, c'est maintenant.

Diffusez nos textes, si cela vous dit.

Apportez votre imagination et votre niaque, à notre prochaine rencontre.

À défaut... une tablette de chocolat ?

Merci !

(plagiat éhonté du site Reporterre)

liens :

brochure : Bureau de désertion de l'emploi, juillet 2022. Rempli de renseignements pratiques.

<https://bdt.ouvaton.org/?Accueil>

podcast de l'émission « les Amis d'Orwell », sur Radio Libertaire, 23 mai 2022

Comment la CAF surveille et punit les plus précaires

<https://souriez.info/Comment-la-CAF-surveille-et-punit>

dossier sur la CAF, site de Basta mag, dont cet article :

<https://basta.media/RSA-supprime-radiation-CAF-Pole-emploi-contrôle-sanction-fraudes>

